

20231024 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/52776/litalie-et-la-tunisie-signent-un-accord-sur-laccueil-de-travailleurs-migrants-tunisiens>

Actualités



Le président tunisien Kaïs Saïed. Image d'illustration. Crédit : Picture alliance

L'Italie et la Tunisie signent un accord sur l'accueil de travailleurs migrants tunisiens

Par [La rédaction](#) Publié le : 24/10/2023

Rome et Tunis ont conclu vendredi un accord prévoyant que l'Italie accueille 4 000 travailleurs migrants de Tunisie. Les deux pays veulent établir des voies légales d'immigration pour les "travailleurs qualifiés" qui souhaiteraient se rendre en Italie. Rome a également réaffirmé sa volonté d'aider Tunis à lutter contre l'immigration irrégulière.

Rome et Tunis ont conclu, vendredi 20 octobre, un accord permettant à 4 000 travailleurs migrants de Tunisie de venir travailler en Italie. Le texte a été signé lors d'une visite du ministre des Affaires étrangères Antonio Tajani à Tunis, où il devait rencontrer son homologue Nabil Ammar et le président Kaïs Saïed, a indiqué son cabinet.

Les deux pays entendent, avec cet accord, instaurer des voies légales d'immigration vers l'Italie pour les "travailleurs qualifiés", selon une note diplomatique citée par l'agence de presse Reuters. Rome a également réaffirmé son intention d'aider la Tunisie à arrêter les passeurs de migrants et à créer des emplois pour les jeunes Tunisiens.

"Forte pression migratoire"

"La Tunisie est [exposée à une forte pression migratoire](#), en particulier en provenance des pays subsahariens, et est le premier pays de rapatriement depuis l'Italie", indique le document italien, ajoutant que 1 615 exilés y ont été renvoyés depuis le début de l'année.

[Les arrivées de migrants par la mer en Italie ont presque doublé en 2023](#) par rapport à la même période en 2022, avec environ 140 000 personnes débarquées jusqu'à présent. Environ 91 % d'entre elles viennent de Tunisie.

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, a exhorté mardi l'Union européenne (UE) à adopter un accord pour soutenir les efforts de la Tunisie pour stopper les départs des bateaux de migrants.

>> *À (re)lire : [À Bruxelles, la Commission européenne défend son partenariat migratoire avec la Tunisie face aux critiques](#)*

En juillet, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'était déjà rendue à Tunis avec la Première ministre italienne Giorgia Meloni et le Premier ministre néerlandais Mark Rutte pour conclure [un partenariat sur la migration et l'économie](#).

[De nombreuses voix – députés, chercheurs, ONG - ont condamné cet accord](#), le considérant comme un soutien inapproprié au régime autoritaire de Kaïs Saïed. Le président tunisien s'est attribué les pleins pouvoirs en juillet 2021. Depuis, des vagues d'arrestations sont menées contre ses opposants et un discours complotiste et xénophobe est diffusé par le chef de l'État.

Discours anti-migrants

En février 2023, dans un discours, Kaïs Saïed [a accusé les migrants subsahariens présents en Tunisie](#) d'être source de "violence, de crimes et d'actes inacceptables" et de chercher à "changer la composition démographique de la Tunisie", afin de la transformer en un pays "africain seulement" et d'estomper son caractère "arabo-musulman".

Des centaines de migrants subsahariens ont également été déportés durant l'été de Sfax (centre-est de la Tunisie) vers des zones frontalières de l'Algérie et de la Libye. Au moins 27 personnes sont mortes à la suite de ces expulsions. En septembre, InfoMigrants a pu recueillir plusieurs témoignages démontrant que [ces expulsions avaient repris en direction de l'Algérie](#).

L'accord UE-Tunisie prévoyait une enveloppe destinée à soutenir économiquement le pays et à lutter contre l'immigration irrégulière. Mais le gouvernement tunisien [a renvoyé les 60 millions d'euros d'aides économiques](#) débloqués le 3 octobre pour son pays par l'Union européenne.

>> *À (re)lire : [Accord UE-Tunisie sur l'immigration : le président tunisien refuse la "charité" européenne](#)*

"Cette méthode porte atteinte à notre dignité et nous met devant le fait accompli sur lequel nous n'avons même pas été consultés", a-t-il affirmé dans un communiqué relayé par l'agence de presse tunisienne TAP News. Le dirigeant a assuré que la Tunisie était "capable de surmonter toutes les difficultés par ses propres moyens, à travers la détermination de son peuple à être indépendant dans ses choix nationaux", "avec une souveraineté et une dignité nationale intactes".